

IV RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE SYRIENNE SUR LE LIBAN

Accepter, nuancer ou refuser l'idée d'un destin commun qui unit le Liban et la Syrie est une chose, les conséquences géopolitiques résultant des liens étroits qui existent entre ces deux pays en est une autre. En effet, ceux-ci ne sont pas juste deux entités politiques qui se jouxtent, mais des réalités économiques, humaines, religieuses, géopolitiques, culturelles et historiques qui s'interpénètrent d'une manière profonde, bon an mal an. Ainsi, la crise que traverse la Syrie depuis février 2011 a des répercussions directes sur le Liban qui s'en trouve affecté à bien des égards, et qui frôle la paralysie à certains niveaux. Cependant, si la guerre libanaise (1975-1990) et la période d'occupation syrienne qui dura jusqu'en 2005 témoignèrent de l'hégémonie de la « sœur Syrie » -comme la dénomment ses partisans au Liban-, la donne est fort différente depuis 2011. Le Liban n'est plus uniquement dans la position de l'exploité, mais la Syrie, dont certains se servent comme champ de bataille, est elle-même instrumentalisée par des forces politiques libanaises. Néanmoins, force est de constater que les conséquences de la crise qui débordent sur le Liban l'affaiblissent considérablement à plus d'un plan, notamment politique et économique. Après bientôt 3 ans de conflit, je vous propose quelques éléments d'analyse.

Les réfugiés et les dangereuses conséquences économiques

Le Liban accueille le plus grand nombre de réfugiés syriens dans la région, et la situation inhumaine et insalubre dans



Refuge insalubre à Saïda (Liban)

laquelle vit une majorité d'entre eux ne les concerne pas uniquement. Leur établissement -temporaire dit-on- sur le sol libanais, a des retombées qui sont, selon toute vraisemblance, négatives pour le pays du Cèdre, et ce, à bien des égards. De prime abord, le nombre des réfugiés pourrait augurer d'une catastrophe humaine liée à un déséquilibre démographique inquiétant. Les Syriens actuellement présents au Liban auraient dépassé le million, ce qui correspond au quart du

nombre de Libanais, estimés à plus de quatre millions. Si cela inquiète les communautés religieuses, toujours soucieuses de leur démographie, notamment les chrétiens, c'est au niveau des infrastructures, très fragiles, du Liban que se situe le problème

le plus grave. Il faut rappeler que les Libanais accueillent les Syriens avec solidarité, n'oubliant pas qu'ils furent accueillis en Syrie à plus d'une occasion malheureuse (notamment la guerre de 2006). Cependant, les capacités du Liban ont atteint depuis bien longtemps leur limite et les effets de la présence des réfugiés se ressentent partout : dans nombre d'écoles qui peinent à accueillir tous les enfants des réfugiés, dans des hôpitaux qui n'arrivent plus à assurer les lits nécessaires et même au niveau de l'électricité (coupures plus importantes dues à une plus grande consommation), etc. Dans les 15 mois à venir, l'État libanais va devoir déboursier des milliards de dollars pour subventionner les services publics, ce qui aggravera le déficit budgétaire s'élevant actuellement à 9,4 % du PIB.

Par ailleurs, l'impact du nombre de réfugiés touche de plein fouet l'économie libanaise et compromet la croissance. Selon le témoignage d'Éric le Borgne, économiste principal pour le Liban auprès de la Banque Mondiale : « sans la crise, le Liban aurait enregistré une croissance économique de 4,4 % au lieu du maigre 1,5 % qui est prévu pour 2013 »¹. En outre, en raison de la concurrence d'une main d'œuvre syrienne bon marché, la pauvreté est en train d'atteindre les classes sociales libanaises les plus pauvres. Selon le rapport de la Banque Mondiale, publié à Beyrouth le 31 octobre 2013, cela pourrait augmenter le chômage au Liban jusqu'à 10 % d'ici fin 2014. Ce même rapport estime à 2,5 milliards de dollars la somme nécessaire pour ramener le Liban au niveau qu'il avait avant la crise. De plus, la même banque estime que le nombre des réfugiés atteindra 1,6 million fin 2014, ce qui représente 37 % de la population libanaise.

Neutralité, paralysie et positionnements politiques

En apparence, le positionnement officiel du Liban vis-à-vis de la crise syrienne se résume par une politique dite de « dissociation », de maintien à distance, une forme de neutralité des parties en conflit. Cependant, cette politique, qui évite peut-être au Liban certaines conséquences fâcheuses, n'est en fait qu'une paralysie de l'État ; il se trouve, à quelques exceptions près, incapable de gérer de nombreux dossiers internes, notamment celui de la sécurité. A l'heure actuelle, l'armée et les forces de l'ordre, faute d'appui politique, peuvent rarement intervenir pour résoudre les problèmes tels que la formation de milices armées locales ou le commerce d'armes, l'utilisation de certaines régions comme bases arrière pour les insurgés syriens ou des affrontements entre milices libanaises pro- ou anti-Assad².

¹ <http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14158>

² En évoquant ces milices, cet article n'y inclut pas le Hezbollah qui répond à

À plusieurs reprises, l'armée a perdu de nombreux militaires dans le Nord ou le Sud Liban avant de pouvoir intervenir ponctuellement mais efficacement.

On constate également la paralysie du Liban au niveau du gouvernement. Démissionnaire depuis mars 2013, il n'a, en principe, pas les compétences pour traiter les dossiers essentiels au bon fonctionnement de l'État, et ils sont bien nombreux. Par ailleurs, la personne choisie depuis plusieurs mois pour former un nouveau gouvernement d'union nationale peine à remplir sa tâche à cause des blocages locaux et régionaux.

La paralysie se manifeste encore au niveau des élections parlementaires qui n'ont pas eu lieu en 2013 à cause des blocages politique : le mandat du Parlement a été prolongé pour deux ans.

Les conséquences politiques de la crise se ressentent aussi dans la tension accrue entre les deux coalitions politiques au Liban, radicalement opposées sur le dossier syrien. Il s'agit d'un côté de la coalition dite du « 8 mars », pro-Assad, composée principalement du Hezbollah (shiite), du Courant patriotique libre de Michel Aoun (chrétien), du parti Amal (shiite) et du parti Marada (chrétien), et d'un autre côté de la coalition dite du « 14 mars », anti-Assad, composée principalement du Courant du futur de Hariri (sunnite), du parti des Forces libanaises (chrétien) et du parti Kataëb des Gemayel (chrétien). Même s'il existe toujours des discours voulant éviter la confessionnalisation de la tension au Liban, cette opposition peut très facilement prendre la tournure d'un conflit sunnite-shiite. Ce qui n'exclut pas des alliances de sunnites avec la coalition du « 8 mars », et des alliances shiites avec la coalition du « 14 mars ». Quant aux chrétiens, ils paraissent plus que jamais divisés et incapables de s'unifier politiquement pour s'imposer en tant qu'acteurs déterminants pour la situation actuelle du Liban. L'opposition parfois radicale entre ces deux composantes politiques majeures du Liban est un facteur de tension continu.

Oppositions militaires

Bien au-delà des problèmes politiques et économiques, le conflit syrien a des retombées sécuritaires sur le Liban qui dépassent de loin l'utilisation de certaines régions frontalières comme bases arrière pour l'insurrection. Deux événements au

une logique différente de celle évoquée, et qui est officiellement considéré au Liban comme la « résistance » contre Israël (cf. les Déclarations ministérielles de tous les gouvernements successifs depuis les années 1990). Cependant, cela ne lui épargne pas les critiques de ses opposants qui le considèrent comme illégal, surtout après son intervention en Syrie.

moins sont à souligner, l'un assez ponctuel et l'autre qui se révèle bien pérenne.

Le premier concerne le religieux sunnite salafiste en fuite, Ahmad Al-Assir. Comme tous les salafistes au Liban (extrêmement minoritaires mais violents), n'appartenant d'ailleurs à aucune des deux coalitions politiques susmentionnées, il est un appui politique et militaire inconditionnel à l'insurrection armée en Syrie. La milice armée qu'il a formée, dans sa mosquée à Saïda, a cumulé les provocations politiques et militaires à l'encontre du Hezbollah puis de l'armée libanaise. Suite au massacre perpétré par douze de ses militaires, en juin 2013, l'armée réagit et mit fin à ce phénomène qui empoisonnait la ville de Saïda (Liban sud) depuis plus d'un an. Cela fut accueilli avec beaucoup de soulagement par les Libanais.

Le second événement, beaucoup plus grave, concerne les tensions militaires accrues dans la région de Tripoli (Liban nord). Il s'agit de l'opposition historique entre le quartier alaouite et pro-Assad de Jabal Mohsen, et celui sunnite anti-Assad de Bab el-Tebbané. Depuis le début du conflit syrien, les tensions entre les deux quartiers se sont amplifiées et ont atteint des niveaux de violence inédits. Le quartier alaouite, complètement encerclé par les miliciens sunnites, est parfois le théâtre d'actes de représailles des anti-Assad qui se vengent lorsque l'armée syrienne inflige des coups durs aux insurgés en Syrie. L'armée libanaise s'interpose entre ces deux quartiers sans réussir, jusqu'à maintenant, à intervenir efficacement pour en finir avec ces altercations. Pourtant, elle en serait capable. Mais la décision politique n'est pas au rendez-vous, ce qui compromet la sécurité de toute la région de Tripoli qui souffre des agissements voyous des milices locales.

Il importe enfin de mentionner une vague d'attentats particulièrement meurtrière qu'on peut difficilement comprendre hors de la problématique confessionnelle et de la crise syrienne. Il s'agit des deux attentats perpétrés en août 2013 dans la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah, et des deux autres attentats perpétrés à Tripoli, majoritairement hostile au régime syrien.

Instrumentalisation libanaise du conflit syrien

Le Liban ne fait pas que subir les conséquences de la crise syrienne : celle-ci permet aux différents bords politiques de se repositionner et d'instrumentaliser le conflit pour asseoir leur position. Ainsi, la coalition du « 14 mars » n'hésite pas à afficher d'une manière ostentatoire son hostilité au régime syrien et certaines de ses composantes ou de ses sympathisants s'impliquent directement dans le conflit, soit financièrement, soit

militairement. Un discours politique fantasmé de cette coalition met en avant une certaine continuité entre les revendications desdites « révolution du Cèdre » et « révolution syrienne ». D'autres vont dans le sens plus confessionnalisé d'une « solidarité avec les sunnites opprimés par les alaouites en Syrie ». Quant au Hezbollah, fer de lance de la coalition du « 8 mars », il fut le dernier à intervenir militairement en Syrie, pour des raisons évidentes d'alliance géostratégique. Cela lui permit d'accentuer son discours sur la nécessité de renforcer l'« axe de la résistance » composé de la Syrie, de l'Iran et du Hezbollah, face aux projets « israélo-américains hégémoniques dans la région ».

Ainsi, de part et d'autre, les conséquences du conflit syrien paraissent servir d'arguments et d'outils politiques pour les partis libanais qui s'attachent davantage à leurs positionnements et alliances nationaux, régionaux et internationaux.

Et les chrétiens dans tout cela ?

Sur un plan purement humanitaire et religieux, les Libanais chrétiens participent au soutien des Syriens comme ils le peuvent dans certaines de leurs institutions scolaires, paroissiales ou sanitaires. La solidarité dépasse même les frontières du Liban et se manifeste à travers des aides qui parviennent à des communautés syriennes en difficulté.



Soutien scolaire, paroisse d'El Kaa (Liban)

Cependant, sur un plan politique les chrétiens sont très opposés sur la question syrienne -alors que les sunnites et les shiites paraissent se situer, majoritairement, dans l'une des deux positions. Le débat politique est parfois très houleux et peut atteindre, dans les médias, un niveau de violence bien avancé. Il semblerait que les différents partis chrétiens soient conscients des potentielles conséquences d'une radicalisation de leurs positions qui

dépasserait le simple débat politique. À plus d'une occasion, alors que les tensions allaient déboucher sur une possible instabilité sécuritaire, survenait un apaisement du discours politique. À cet égard, le patriarcat maronite fait son possible pour rapprocher les points de vue et éviter l'explosion. Force est de constater que les positionnements des chrétiens ne dépassent pas la sphère du débat politique ou des alliances. Il ne semblerait pas que des Libanais chrétiens eussent combattu en Syrie, ou que des politiques chrétiens eussent envoyé de l'argent ou des armes pour appuyer l'une ou l'autre des parties en conflit.

Enfin, cette division politique des chrétiens, indubitablement affaiblissante pour la communauté, paraît porteuse d'au moins un élément positif : ceux-ci ne pourraient pas être pris comme cible par les pro- ou les anti-Assad, puisqu'ils ont des alliances des deux côtés. Cette thèse semblerait satisfaisante, mais fragile aussi, puisque les années précédentes ont montré d'une manière claire que la division des chrétiens ne leur épargnait pas les attentats ou les perturbations.

Quels horizons ?

Il est bien difficile d'évoquer les répercussions de la crise syrienne sur le Liban, puisqu'elles dépendent du conflit-même dont les issues restent floues, malgré tous les efforts déployés pour trouver une solution politique, notamment à travers la conférence internationale tant attendue de « Genève 2 ». L'on peut penser avec regret que la situation du Liban restera telle quelle, avec une tendance à s'aggraver, tant qu'une solution n'est pas trouvée en Syrie. Entre temps, les conséquences économiques, politiques et sécuritaires continueront à empoisonner le pays et à le maintenir dans une perpétuelle tension entrecoupée par d'illusoires périodes de calme. Car avec la radicalisation islamiste de certaines factions de l'insurrection syrienne, le danger des groupuscules armés radicaux se rapproche du Liban. Selon certaines sources, qui restent à vérifier, des djihadistes auraient déjà traversé la frontière.

Beaucoup de chrétiens, et avec eux bien des musulmans, rêvent d'un Liban laïc et d'une pratique démocratique saine. Dans le cadre de la confessionnalisation accrue, soulignant l'opposition entre un « sunnisme politique » aux nombreuses allégeances extérieures et un « shiisme politique » allié aux alaouites et à l'Iran, ces rêves paraissent bien éloignés d'une réalisation prochaine. Cependant, force est de constater que bien des Libanais de la « société civile » croient qu'il faudrait, malgré toutes sortes de bouleversements ayant lieu dans la région, continuer à militer pour un pays citoyen fondé sur les droits de l'homme...

Antoine FLEYFEL

Maître de conférences à l'Université catholique de Lille



Cahors - Exposition

• « La Grande Aventure des Chrétiens d'Orient » à la cathédrale Saint Étienne du 16 décembre au 7 janvier 2014.